



Bulletin d'information du Cadre intégré

www.integratedframework.org

N° 3 – Août-novembre 2007

ÉDITORIAL

Marquée par les ateliers nationaux et régionaux, une conférence d'annonce de contributions et, naturellement, par les travaux du Conseil intérimaire du CI, la période a été féconde pour le Cadre intégré (CI) et le Cadre intégré renforcé (CIR). Lors des deux dernières réunions du Conseil intérimaire, des étapes importantes ont été franchies. Ce bulletin d'information pourrait donc bien être l'un des derniers qui soit consacré au CI. En effet, le lancement du CIR est imminent et le titre de cette publication, pourtant toute récente, devra changer.

Nous remercions nos lecteurs des nombreux échos positifs qu'ils nous ont apportés et nous les encourageons à nous envoyer leurs comptes rendus sur les principaux événements se rapportant au CI, ainsi que leurs observations dans le cas où des erreurs se seraient glissées dans l'un ou l'autre de nos rapports.

Veillez adresser vos articles pour le prochain bulletin à l'une des adresses suivantes:

christiane.kraus@wto.org,
sari.laaksonen@wto.org, et
constanze.schulz@wto.org.
avant le 15 janvier 2008.

L'Unité chargée de la mise en œuvre du programme du CI vous présente ses meilleurs vœux pour les fêtes et la nouvelle année

SOMMAIRE

Nouvelles de Genève: Progrès dans le recrutement du directeur exécutif; progrès dans la sélection du gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale; réunion du CI pendant la Semaine de Genève; site web du CI

Nouvelles des pays participant au CI: Ateliers de validation des EDIC et autres nouvelles du CI

Prochaines activités

Nouvelles de Genève: Progrès dans le recrutement du directeur exécutif; progrès dans la sélection du gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale; réunion du CI pendant la Semaine de Genève; site web du CI

Progrès dans le recrutement du directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR

Aux termes des recommandations de l'Équipe spéciale du CIR, qui sous-tendent les mesures prises pour renforcer le CI, le Secrétariat doit intégrer des fonctions de gestion au niveau mondial afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de ses activités et garantir une plus grande responsabilité. En conséquence, il devrait devenir un **Secrétariat**

exécutif dirigé par un directeur exécutif responsable devant le Conseil du CI.

À cette fin, le mandat du Secrétariat exécutif et la description de poste du directeur exécutif ont été établis et font partie du Recueil de documents de travail relatifs au CIR, qui peut être consulté sur le site Web du CI (www.integratedframework.org). Sur la base de la description de poste, un avis de vacance pour le poste de directeur exécutif est paru en septembre et a été affiché sur le site Web de l'OMC. Il a en outre été publié dans trois revues internationales (The Economist, Jeune Afrique et The Wall Street Journal Asia). La date limite pour la présentation des candidatures était fixée au 26 novembre 2007.

Le Secrétariat exécutif sera installé administrativement à l'OMC. Le recrutement du directeur exécutif et des autres membres du personnel sera mené conformément aux statuts et règlement de l'OMC. Toutefois, le directeur exécutif fera rapport au Conseil du CI sur les questions d'orientation. Le processus de sélection retenu pour choisir la personne qui sera appelée à diriger le Secrétariat exécutif témoigne du caractère hybride de la structure. La sélection est en cours et devrait aboutir à la désignation du premier directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR dans les prochains mois. Une fois le directeur exécutif désigné et en poste, il est prévu de constituer le Secrétariat exécutif et de recruter les autres membres du personnel.

Progrès dans la sélection du gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale

L'une des dernières démarches importantes à accomplir pour que le CIR puisse être pleinement opérationnel est le choix d'un gestionnaire pour son Fonds d'affectation spéciale. Une fois ce gestionnaire recruté et en activité, les décaissements au titre de la Catégorie 1 et de la Catégorie 2 du Fonds pourront commencer.

Le gestionnaire sera sélectionné sur la base du cadre de responsabilité pour la gestion du Fonds d'affectation spéciale multilatéral du CIR. Par extension, le document énonce les responsabilités et les obligations redditionnelles du gestionnaire et définit sa relation avec le Secrétariat exécutif et le Conseil. Il énonce aussi les critères d'évaluation des candidats.

Ces derniers mois, les membres du Conseil intérimaire (trois représentants des PMA: Rwanda, Sénégal, Yémen; trois représentants des donateurs: Canada, Royaume-Uni, Suisse; les six organisations du CI) ont travaillé sans relâche à l'élaboration de ce cadre de responsabilité. Le Conseil a bénéficié du concours d'Anna Marti, conseillère et juriste spécialisée dans les fonds d'affectation spéciale, qui a été recrutée et rémunérée par le DFID pour épauler le Conseil et l'UMOP dans cette tâche.

Le cadre de responsabilité a été approuvé par le Conseil intérimaire du CI, à sa réunion du 3 décembre.

Le Président du Conseil intérimaire est donc à présent en mesure d'envoyer un courrier aux candidats potentiels aux fonctions de

gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale, les invitant à présenter une proposition, conformément au cadre de responsabilité. On espère que le nouveau gestionnaire entrera en activité dans le premier trimestre de 2008.

En fait, ce n'est qu'à ce moment-là que le CIR deviendra pleinement opérationnel. En attendant, les pays sont invités à élaborer des propositions de projets, en particulier de projets relevant de la Catégorie 1 et visant à créer des unités nationales de mise en œuvre. Pour ces projets, une solution est en cours d'examen, qui permettrait au financement de commencer rapidement, au début de l'année prochaine si tout va bien. Si le financement des unités nationales de mise en œuvre est pleinement assuré avant l'entrée en service du CIR, nous vous informerons des démarches à entreprendre et des procédures à suivre.

De même, les pays bénéficiaires du CI qui n'ont pas encore épuisé la totalité de leur budget au titre du guichet II sont encouragés à continuer d'élaborer et de présenter des projets dans ce cadre.

Réunions du CI pendant la Semaine de Genève, OMC, novembre 2007

Le CI a fait l'objet d'une nouvelle réunion dans le cadre de la deuxième **Semaine de Genève** de 2007, qui s'est tenue du **19 au 23 novembre**. De nombreuses délégations de pays bénéficiaires et potentiellement bénéficiaires du CI ont rencontré les membres de l'UMOP et d'autres parties prenantes du CI basées à Genève. Les délégations ci-après ont échangé des renseignements à jour sur le processus du CI avec les membres de l'UMOP: **Haïti, Îles Salomon, Lesotho, Malawi, Maldives, Niger, République démocratique populaire lao, Samoa, Sierra Leone, Togo et Vanuatu**.

Page Web du CI:

<http://www.integratedframework.org>

Ces derniers mois, nous nous sommes attelés à la mise à jour du site Web du CI. Cela n'a pas toujours été sans mal, car il a fallu vérifier d'innombrables détails et réunir beaucoup d'informations nouvelles. Nous exprimons notre gratitude à tous ceux d'entre vous qui ont donné suite à nos demandes de renseignements.

La mise à jour du site étant un processus permanent, nous continuerons de compter sur vous pour nous avertir des modifications qu'il nous faut faire ainsi que de nos erreurs ou de

nos oublis. Cela vise en particulier les changements qui interviennent en ce qui concerne les points de coordination et les facilitateurs des donateurs, mais aussi les informations au sujet des rencontres ou des projets se rapportant au CI.

N'hésitez pas à prendre contact avec les membres de l'UMOP. Nos adresses électroniques sont indiquées à la fin de l'éditorial.

En ce qui concerne le contenu du site Web, nous prévoyons d'y ajouter des pages en français une fois que les documents existants auront été mis à jour et traduits.

Nous comptons aussi procéder à une refonte du site Web pour le rendre plus convivial.

Faites-nous part de vos suggestions sur les informations dont vous pensez qu'il serait utile de les afficher sur le site.

Nouvelles des pays participant au CI: Ateliers de validation des EDIC et autres nouvelles du CI

Le **28 août**, le Ministère yéménite de l'industrie et du commerce a tenu dans la capitale du Yémen, Sana'a, un **atelier national** sur le thème "le Cadre intégré: de quoi s'agit-il et comment le **Yémen** peut-il en tirer profit?". Organisé par le point de coordination du CI, M. H. Al-Najar et son équipe, et ouvert par le Ministre de l'industrie et du commerce, M. Y. Al-Mutawakel, l'atelier a réuni un grand nombre de parties prenantes yéménites et de partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux du pays, y compris l'UMOP. Il avait pour objectif de sensibiliser un auditoire plus large issu des secteurs public et privé au processus du CI, aux innovations qu'apporterait le CIR et au rôle que le CI avait joué au Yémen. L'atelier s'est achevé sur le constat que le processus et les trois projets du guichet II avaient été un succès; le Yémen attend avec impatience le lancement du CIR. La communauté des partenaires de développement du Yémen souhaite travailler avec le CI et les institutions yéménites pour améliorer et accroître l'assistance technique et autre liée au commerce qui est apportée au pays. L'atelier terminé, le Yémen met actuellement la dernière main à une proposition de projet qui sera présentée au titre de la Catégorie 1 du CIR.

Sur le chemin du retour à Genève, les membres de l'UMOP ont visité l'**Éthiopie**. Ils ont

rencontré le point de coordination du CI, Ato Habtamu Tadesse, et l'équipe du PNUD qui travaille sur le CI avec lesquels ils ont fait le point sur la mise en œuvre du CI et les mesures à prendre pour bénéficier du CIR.

L'UMOP a entrepris une **mission de sensibilisation en République démocratique populaire lao**, les **13 et 14 septembre**. Les membres de la mission ont rencontré un certain nombre de parties prenantes essentielles, dont Mme Khemmani Pholsena, Vice-Ministre et point de coordination du CI, Ministère du commerce; des représentants de l'unité nationale de mise en œuvre du CI; des représentants du Ministère des finances et le facilitateur des donateurs, AusAID; ainsi que d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux clés.

La mission a été principalement consacrée à des séances d'échange d'informations et de prospection d'idées sur la manière de se préparer au déploiement du CIR afin d'en tirer le meilleur parti possible, de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du CI dans le pays et d'organiser la coordination au sein du gouvernement, entre les donateurs et entre les gouvernements et les donateurs.

Examens régionaux de l'Aide pour le commerce en Asie et en Afrique

Une **conférence de deux jours (19-20 septembre)** a été organisée à **Manille (Philippines)** par la **Banque asiatique de développement** et l'**OMC**, en coopération avec la **Banque mondiale**, sur invitation du **gouvernement philippin**. La réunion poursuivait quatre grands objectifs:

- identifier les principaux besoins et priorités en matière de commerce afin de voir comment y faire face – tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale;
- encourager les pays ou sous-régions bénéficiaires à formuler des "plans d'activités";
- encourager les donateurs à élaborer une réponse détaillée et à accroître leur aide au développement liée au commerce;
- obtenir que l'engagement politique soit pris de mettre en œuvre jusqu'au bout le programme d'Aide pour le commerce dans la région.

Quasiment tous les pays d'Asie et d'Afrique bénéficiaires du CI étaient représentés à un niveau élevé. Dans leurs interventions, ils ont

souligné l'importance qu'ils accordent au CI qu'ils voient comme une chance pour les PMA de faire avancer leur programme commercial et de profiter pleinement de l'initiative Aide pour le commerce. Ils ont aussi demandé que des mesures soient prises pour que le CIR devienne rapidement opérationnel.

L'UMOP était présent à la réunion et a rencontré un certain nombre de pays du CI sur une base bilatérale. Il a aussi participé à un atelier d'une journée sur le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), organisé en relation avec l'examen régional de l'Aide pour le commerce et a présenté un exposé sur les liens existant entre le CI et le FANDC.

Une **conférence de deux jours (1^{er}-2 octobre)** pour les pays africains a eu lieu à **Dar es-Salaam (Tanzanie)**, organisée par la **Banque africaine de développement**, la **CEA-ONU** et l'**OMC**, sur l'invitation du **gouvernement tanzanien**.

L'objectif était de mieux faire comprendre l'importance du commerce pour le développement, d'identifier les priorités en matière de capacités et d'infrastructures, de souligner la nécessité d'un financement accru et effectif et de s'accorder sur la manière d'aller de l'avant.

De nombreux pays africains du CI étaient représentés à un niveau élevé, et le CI a souvent été décrit comme catalyseur servant à intégrer le commerce dans les projets de développement. En ce qui concerne le CIR, les pays bénéficiaires du CI ont souligné qu'il était important de resserrer la coordination entre les donateurs et souhaitable de prendre en compte les projets régionaux pour faciliter l'intégration commerciale régionale ou s'attaquer à des problèmes d'exportation qui se posent au niveau régional, par exemple la circulation des parasites par-delà les frontières.

Les membres de l'UMOP étaient aussi présents à Dar es-Salaam où ils ont rencontré un certain nombre de délégations de pays bénéficiaires ou potentiellement bénéficiaires du CI pour participer à une manifestation liée au FANDC.

Les membres de l'UMOP ont aussi profité de cette occasion pour rencontrer le point de coordination du CI, le facilitateur des donateurs et l'Équipe de transition du CI en **Tanzanie**. Cette équipe joue un rôle comparable à celui que les unités nationales de mise en œuvre

seront appelées à jouer à l'avenir, dirigeant la réalisation du processus du CI. En Tanzanie, le processus vise à créer un fonds général alimenté par plusieurs donateurs pour financer l'assistance liée au commerce, et les travaux préparatoires sont bien avancés.

Examen global de l'Aide pour le commerce, Genève, novembre 2007

L'OMC déploie des efforts résolus et concertés pour suivre et promouvoir le programme Aide pour le commerce aux niveaux national, régional et mondial. Du **19 au 21 novembre**, à Genève, l'OMC a accueilli le **premier examen global de l'Aide pour le commerce** pendant lequel elle a examiné et discuté les trois niveaux du suivi – les flux mondiaux d'Aide pour le commerce ainsi que les auto-évaluations réalisées par les pays partenaires et les pays donateurs. L'examen global a fait suite aux trois examens régionaux de l'Aide pour le commerce, qui avaient eu lieu plus tôt en 2007, à Lima (Pérou), Manille (Philippines) et Dar es-Salaam (Tanzanie) pour les trois régions. Pendant l'examen global, les institutions multilatérales et les donateurs bilatéraux ont manifesté davantage d'intérêt et une plus grande volonté de coopérer en vue d'une aide accrue et de meilleure qualité au profit des pays en développement. L'OMC entre à présent dans une phase extrêmement délicate de l'initiative, une phase dans laquelle l'accent portera sur la mise en œuvre et qui sera davantage axée sur les pays, les régions et les secteurs. Parallèlement, elle continuera de chercher à améliorer son évaluation et son analyse de l'Aide pour le commerce, y compris en élaborant des indicateurs et des critères de performance appropriés pour évaluer les flux futurs et la qualité de l'initiative (voir aussi l'Aide pour le commerce sur le site Web de l'OMC: <http://www.wto.org>).

Quelle place pour le CI dans l'Aide pour le commerce?

On peut soutenir que, pour les PMA, les structures et le processus du CI devraient être utilisés comme un élément de base pour mettre en œuvre l'initiative Aide pour le commerce en la traduisant en activités de renforcement des capacités commerciales avec le financement correspondant, et mettre en place la capacité sur le plan de l'offre et l'infrastructure liée au commerce dont ils ont besoin pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit et, plus généralement, pour accroître leurs échanges. Étant donné ses objectifs et son

fonctionnement, le CI représente pour les PMA ce que l'initiative Aide pour le commerce s'efforce de réaliser et constitue le cadre qui leur permet ainsi qu'aux donateurs de faire correspondre la demande et l'offre, au-delà des ressources réduites disponibles dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour le CI. Pour les bénéficiaires du CI, il n'est donc pas nécessaire d'établir des structures parallèles pour mettre en œuvre l'Aide pour le commerce. En fait, il faudrait absolument éviter de procéder ainsi. Voir aussi la note intitulée "Le Cadre intégré pour les pays les moins avancés (PMA): Quelle place a-t-il dans l'Aide pour le commerce?" à l'adresse <http://www.integratedframework.org/news.htm>

Le **25 septembre**, le **gouvernement suédois** a accueilli une **conférence de haut niveau pour l'annonce de contributions** à Stockholm en vue de mobiliser un appui financier international au profit du CIR. Le Canada et le Royaume-Uni ont aidé la Suède à organiser cette réunion. La conférence était coprésidée par les Ministres suédois de la coopération au développement international (Mme Gunilla Carlsson) et du commerce extérieur (Mme Ewa Bjorling). Elle a réuni les représentants de quelque 38 organisations donatrices, des six organisations du CI (dont le CCI, la CNUCED et l'OMC qui étaient représentés au plus haut niveau, et la Banque mondiale dont le Président a envoyé un message vidéo), ainsi que cinq PMA, dont deux étaient représentés au niveau ministériel (Lesotho et Yémen). Les Banques africaine et asiatique de développement, la Banque islamique de développement ainsi que l'ONUDI étaient également présentes.

Vingt-deux donateurs ont fait ou indiqué leur ferme intention de faire des annonces de contributions concrètes. Sur la base des annonces de contributions écrites qui ont été reçues, l'objectif de 100 millions de dollars EU fixé pour les deux premières années en vue de la reconstitution des réserves du fonds a été dépassé d'environ 10 millions de dollars EU. Un montant total se situant aux alentours de 170 millions de dollars EU a été annoncé pour la période de cinq ans, soit environ 75 pour cent de l'objectif global fixé à 250 millions de dollars EU pour la période. Compte tenu de la souplesse témoignée par les donateurs, il y a tout lieu de penser que l'objectif financier pour la période 2007-2011 sera pleinement atteint. Tous ces chiffres concernent le Fonds d'affectation spéciale multilatéral du CI, et non les contributions bilatérales supplémentaires

que les donateurs pourraient verser à l'avenir à des projets découlant du processus du CI.

Les chiffres indiqués comprennent les contributions annoncées par des donateurs non traditionnels.

Le **18 octobre**, **CUTS International**, une ONG ayant son siège en Inde, a organisé un **atelier international à Genève sur le CI**. Des représentants gouvernementaux, des représentants d'ONG venus d'un certain nombre de pays africains et asiatiques, ainsi que des représentants des organisations du CI, des donateurs bilatéraux et d'ONG européennes ont participé à l'atelier pour examiner les défis que le processus CI doit relever pour apporter une meilleure contribution au développement et aux efforts de réduction de la pauvreté. Les discussions ont porté sur l'importance du CIR pour améliorer la prise en charge par les pays des études diagnostiques (en vue d'identifier plus précisément les difficultés commerciales rencontrées par les pays partenaires); mieux associer les organisations communautaires et les ONG au processus du CI (en vue de donner la voix au chapitre aux groupes les plus marginalisés); et faire une plus large place aux analyses concernant les cultures vivrières, la dynamique du commerce intérieur et les secteurs de services dans les études diagnostiques (en vue d'identifier plus précisément les difficultés commerciales rencontrées par les producteurs les plus pauvres). Un consensus s'est dégagé parmi les participants pour que les études diagnostiques dans le cadre du CI soient considérées comme des documents évolutifs qui peuvent être révisés et complétés à mesure que le dialogue et les analyses sur la pauvreté s'approfondissent et que l'on lance le CIR avec cet objectif présent à l'esprit.

Les **24 et 25 octobre**, une équipe du CI s'est rendue en **Mauritanie**, sur l'invitation du Ministre mauritanien du commerce S.E. Sid' Ahmed Ould Raiss pour travailler avec son Ministère à l'élaboration d'un document qui fera partie du plan triennal de développement de la Mauritanie, lequel devait être présenté à une réunion du Groupe consultatif, organisée du 4 au 6 décembre. Récemment, la Mauritanie a achevé la mise à jour de l'étude diagnostique pilote sur l'intégration du commerce (EDIC) (appuyée par le PNUD) et a validé une stratégie industrielle, dont les principaux éléments et recommandations figuraient, pour la partie concernant le commerce, dans le plan triennal. L'équipe du CI a aussi rencontré d'autres

fonctionnaires du gouvernement engagés dans l'élaboration du plan triennal et l'organisation de la réunion du Groupe consultatif, ainsi que des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux essentiels. Ce type de soutien aux priorités du CI, par exemple intégrer le commerce dans les stratégies de développement, même à bref délai, est l'un des services assurés par Genève dans le cadre du CIR. Les pays bénéficiaires du CI sont donc encouragés à adresser leurs demandes à l'UMOP.

Un **atelier régional** de haut niveau sur le CIR destiné aux PMA d'Afrique occidentale et centrale a été organisé du **29 au 31 octobre** à Ouagadougou (**Burkina Faso**). L'atelier a été accueilli par le gouvernement burkinabé, avec l'appui du CCI et sous le parrainage du Danemark et de la France. Soixante représentants venus de 17 PMA y ont assisté. Vingt représentants des organisations du CI et de pays donateurs ont participé aux débats. Un membre du Conseil intérimaire du CI, M. Mbaye Ndiaye, a aussi pris part à la manifestation. L'atelier est parvenu à faire connaître le CIR, à renforcer la capacité de mise en œuvre au niveau national et à encourager la mise en commun des données d'expérience parmi les PMA participants. En outre, des recommandations concernant la mise en œuvre du CIR ont été formulées et une série d'actions de suivi suggérées.

Vanuatu a tenu un atelier de validation de l'EDIC du **5 au 7 novembre**. À cet atelier de validation ont participé de nombreux hauts fonctionnaires du gouvernement, des représentants du secteur privé et de la société civile ainsi que les principaux partenaires donateurs résidant dans le pays, en particulier l'Australie, la Commission européenne (CE), qui est aussi le facilitateur des donateurs du CI) et la Nouvelle-Zélande, et des représentants de la plupart des organisations du CI (CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD). Vanuatu avance à présent à grands pas vers la mise en œuvre. Pour conserver l'élan et répondre aux attentes engendrées par l'achèvement et la validation de l'EDIC, il faudra que le gouvernement et les partenaires internationaux prennent un certain nombre de mesures. Avant la fin de l'année, l'EDIC et la matrice d'action devraient avoir été formellement approuvées par le gouvernement et les projets prioritaires sélectionnés par le comité d'évaluation local pour un financement au titre du guichet II. Vanuatu semble tout désigné pour illustrer la réussite du programme CI, les principaux partenaires de développement

se déclarant déjà fermement décidés à soutenir le CI à Vanuatu.

L'atelier national de validation de Vanuatu a été suivi par l'**atelier de sensibilisation au CIR pour la région du Pacifique, 8-9 novembre** qui a été accueilli par le gouvernement de Vanuatu. Cet atelier a été organisé conjointement par la CNUCED, avec l'appui financier du gouvernement finlandais. Y ont participé notamment des représentants des Ministères du commerce, des finances/de la planification et des affaires étrangères, et des représentants du secteur privé des cinq pays du Pacifique participant au CI, c'est-à-dire Îles Salomon, Kiribati, Samoa, Tuvalu et le pays hôte, Vanuatu. Le CCI, la CNUCED, le PNUD, l'UMOP/OMC, ainsi que la CE et les gouvernements du Yémen et du Vanuatu ont envoyé des experts. L'atelier de sensibilisation au CIR pour la région du Pacifique a été l'occasion de diffuser des informations sur les discussions en cours pour rendre opérationnel le CIR et aider les pays du Pacifique participant au CI – qui sont tous dans les premières étapes du processus – à se préparer à tirer parti du CIR. Outre les questions abordées durant les discussions sur le renforcement du CI, l'atelier régional est aussi arrivé aux principales conclusions ci-après: i) le processus du CIR devrait continuer à promouvoir et à faciliter un partenariat actif entre le secteur privé et le secteur public pour garantir un engagement sans réserve du secteur privé à chaque étape de la mise en œuvre au niveau national; ii) des difficultés demeurent en ce qui concerne l'intégration du commerce et elles exigent un appui sans faille de la part des organisations du CI aux efforts consentis par les pays, particulièrement pour le renforcement des ressources institutionnelles et humaines nécessaires à la formulation et la gestion de la politique commerciale; il faudrait aussi resserrer les liens et les synergies entre le processus EDIC et le processus DSRP dans les pays; iii) dans les pays du Pacifique participant au CI, la dimension régionale est importante et devrait être exploitée au profit du processus du CIR moyennant une coopération active entre les unités nationales de mise en œuvre et le recensement des projets régionaux liés au commerce dans les matrices d'action des EDIC des différents pays, assurant ainsi un effet d'entraînement au niveau de la région; iv) l'identification du facilitateur des donateurs ainsi qu'une stratégie visant à assurer son ferme engagement en faveur du processus du CIR au niveau national sont essentielles. Des arrangements novateurs pourraient être

explorés plus avant pour ce qui est des petits PMA insulaires, y compris des arrangements visant à permettre aux facilitateurs des donateurs de travailler étroitement les uns avec les autres.

L'atelier de validation de l'EDIC de la **République centrafricaine** a eu lieu à Bangui du **6 au 8 novembre** en présence de hauts fonctionnaires du gouvernement et de représentants de plusieurs organisations du CI. L'élaboration de l'EDIC, coordonnée par la Banque mondiale, et sa validation ont été ouvertes à la participation de tous; les Ministères compétents et un certain nombre d'acteurs privés ont participé aux deux processus. Le pays a achevé son DSRP 2008-2010 en septembre 2007. L'EDIC (à l'état de projet à ce moment-là) était censée faciliter l'inclusion du commerce dans le DSRP. Toutefois, il faudra continuer de travailler avec l'équipe DSRP pour s'assurer que le processus DSRP et le processus CI resteront toujours bien coordonnés.

La matrice qui a été validée lors de l'atelier est générale, et il faudra définir les priorités plus avant pour parvenir à une matrice pragmatique et directive. Pendant une mission de suivi effectuée par l'UMOP du 3 au 6 décembre, le gouvernement a indiqué que le développement du secteur privé, le renforcement des capacités et les mesures propres à promouvoir des avantages généralisés sur la base de l'intégration commerciale seront au premier rang des priorités de la même manière que – à moyen terme – les mesures visant à réduire les coûts du transport et à promouvoir l'intégration régionale. Toutes les parties prenantes au CI ont pour priorité la formation dès que possible d'une unité nationale de mise en œuvre pour aider le point de coordination à gérer le processus du CI. Outre le CI, et bientôt le CIR, les programmes nationaux du PNUD et de la Banque mondiale soutiennent eux aussi les activités liées au commerce, à savoir ce qui concerne le développement du secteur privé, la facilitation des échanges et le climat de l'investissement. Le point de coordination continuera de travailler étroitement avec l'UMOP/OMC, le PNUD, la Banque mondiale et la CE en tant que facilitateur des donateurs pour mettre en œuvre le processus du CI.

--o****o--

Décembre 2007:

Prochaines activités

Il y aura une séance consacrée au CI/à l'EDIC dans le cadre de la deuxième réunion de la série de dialogues de l'ANASE et du Timor-Leste, qui sera organisée les **3 et 4 décembre** par le gouvernement du **Timor-Leste** à Dili.

Un **atelier national** d'une demi-journée intitulé "Formuler une stratégie nationale pour le commerce et le Cadre intégré renforcé" doit avoir lieu à Dhaka (**Bangladesh**); il sera organisé par le PNUD, la CE, la Banque mondiale, le DFID, l'ACDI et la SFI, le **4 décembre**.

La "Stratégie d'intégration commerciale du **Cambodge 2007**: exploiter les possibilités et relever les défis", une EDIC de la deuxième génération, sera validée lors d'un atelier organisé à Phnom Penh les **5 et 6 décembre**. L'**atelier de validation** sera une manifestation internationale, à laquelle le gouvernement cambodgien, en collaboration avec le PNUD, a invité un certain nombre de pays participant au CI. La mise à jour de l'EDIC/EDIC 2007 a été effectuée sous la conduite du Ministère du commerce en partenariat avec le PNUD et le processus a été engagé avant même qu'il soit question des mises à jour de l'EDIC dans le cadre du CIR. Le programme qualifié de "pilote" par le Cambodge lui-même a été adopté au printemps comme faisant partie des activités "officielles" du CI, et l'EDIC 2007 a été envoyée aux membres du Conseil intérimaire du CI pour observations en mai. L'EDIC 2007 est financée au titre d'un projet intitulé "Assistance liée au commerce pour le développement et l'équité (TRADE)", un projet modulaire de 2,5 millions exécuté par le Ministère du commerce et qui a reçu des fonds du guichet II du Fonds d'affectation spéciale, du PNUD et de certains partenaires bilatéraux.

L'atelier de validation a pour objectifs spécifiques i) de porter les constatations et les recommandations de l'EDIC 2007 à la connaissance des décideurs, des donateurs, des universitaires et d'autres; ii) de parler de l'expérience cambodgienne du CI; iii) d'examiner les stratégies commerciales favorables aux pauvres; et iv) d'examiner les arrangements concernant la mise en œuvre du programme sectoriel sur le commerce (Trade SWAp) et la voie à suivre. Les participants seront des représentants des gouvernements des PMA, des représentants d'organisations du

CI, des partenaires de développement, des professionnels du secteur privé et des experts nationaux et internationaux.

Le gouvernement des **Comores** a prévu d'organiser son **atelier national de validation de l'EDIC les 13 et 14 décembre** et de le faire suivre par une réunion sur la mise en œuvre le 15 décembre.

Janvier 2008:

Un **dialogue national sur l'Aide pour le commerce et le CI renforcé** aura lieu les **17 et 18 janvier** à Maseru (**Lesotho**), sur l'invitation du gouvernement du Lesotho.

La CNUCED organise un **atelier régional de sensibilisation au CIR** à Vientiane (**République populaire démocratique lao**) du **22 au 24 janvier**. Financé par le gouvernement finlandais, cet atelier est le dernier d'une série de quatre ateliers régionaux de sensibilisation approuvés par le Conseil intérimaire du CI.

À la demande du gouvernement du **Samoa**, la CNUCED a accepté d'organiser un **atelier national préalable à l'EDIC pour la sensibilisation des parties prenantes** à la veille de la mission préliminaire qui sera conduite par le PNUD en vue de la préparation de l'EDIC du Samoa. Cet atelier aura lieu à Apia les **29 et 30 janvier**. Les organisations participant à la mission préliminaire pourront aussi prendre part à l'atelier national. Comme le gouvernement l'a indiqué dans sa demande, l'atelier contribuera à "ce que les parties prenantes s'investissent dans l'initiative et garantira qu'elles s'engagent activement dans le processus du CI, favorisant ainsi la prise en charge par le pays de l'EDIC et la mise en œuvre de ses recommandations".

Aux **Maldives**, la CNUCED mettra en œuvre le projet présenté au titre du guichet II du Fonds d'affectation spéciale et approuvé récemment par le comité d'évaluation locale, qui est intitulé: "Appui aux douanes des Maldives pour la mise à niveau du logiciel SYDONIA en vue d'améliorer la facilitation des échanges".

En **Guinée**, la CNUCED met en œuvre un projet relevant du guichet II intitulé "Renforcement des capacités nationales pour une participation plus effective aux négociations commerciales multilatérales".

En **Sierra Leone**, la CNUCED est l'un des agents d'exécution d'un projet approuvé récemment au titre du guichet II: "Renforcement des capacités en matière de formulation des politiques commerciales et d'information commerciale en Sierra Leone".

En **République démocratique populaire lao**, la CNUCED est un agent d'exécution pour le projet approuvé au titre du guichet II: "Assistance préparatoire en vue de l'intégration commerciale régionale et multilatérale du Laos: renforcer les capacités en matière de négociation et d'administration des prescriptions en matière d'origine".

Au **Togo**, un certain nombre d'ateliers nationaux de familiarisation auront lieu dans les mois à venir pour préparer le pays à l'examen technique du CI. Ces ateliers sont organisés et financés par le PNUD.

Au **Bénin**, un atelier régional à l'intention des pays bénéficiaires du CI aura lieu durant le premier trimestre de 2008 pour poursuivre les discussions au sujet d'éventuelles propositions de projets régionaux pour le développement des exportations de cuirs et de peaux et l'élimination de la mouche de la mangue. Cette initiative est appuyée par le CCI et sera coparrainée par le Danemark et la France.

--o*****o--

Le présent bulletin a été rédigé par les membres de l'UMOP du CI, avec la contribution des autres organisations du CI.